



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT EN RDC

RAPPORT ANNUEL 2020 - 2022

Préface



La République Démocratique du Congo (RDC) est résolument engagée sur la voie de la consolidation de ses acquis démocratiques, des réformes hardies de gouvernance économique, financière et du climat des affaires et des investissements. Dans la même optique, le Gouvernement a lancé le programme de 145 Territoires (PDL-145T) qui vise à réduire les disparités spatiales, lutter contre les inégalités, dynamiser les économies locales et booster la croissance économique à la base. A cet égard, le PNUD poursuit ses efforts d'accompagnement du Gouvernement congolais en tant que partenaire stratégique de choix pour la réussite de ce pari.

Depuis 2020, nous poursuivons en collaboration avec nos partenaires notre appui au Gouvernement pour rendre la croissance plus inclusive et durable, stimuler l'emploi, les progrès économiques et l'inclusion des populations les plus marginalisées. Le PNUD soutient l'instauration de l'État de droit et lutte contre l'impunité pour rendre plus efficace le cadre institutionnel et les structures citoyennes afin de promouvoir les droits humains, la justice et le développement en RDC. Nous accompagnons aussi l'État congolais à améliorer la gestion de ses ressources naturelles, les mécanismes de gestion des catastrophes et à lutter contre le changement climatique.

Guidée par notre engagement envers l'agenda 2030 et par le principe de « ne laisser personne de côté », notre action s'appuie sur un réseau de bureaux dans plus de 170 pays et bureaux régionaux. Localement, nous agissons à travers nos bureaux de terrain couvrant des provinces et territoires de la RDC et à la faveur du PDL-145 T, nous continuons à étendre notre empreinte en renforçant notre présence locale pour marquer notre proximité avec les populations congolaises.

Certes nos interventions ont évolué dans un contexte marqué par des crises sanitaires, sécuritaires et environnementales ainsi que la transition de la MONUSCO dont le PNUD a été désigné comme le point d'ancrage de l'Equipe pays des Nations Unies. Notre succès repose sur les partenariats stratégiques solides tissés qui nous ont permis de mobiliser des ressources financières conséquentes. Le Bureau pays possède aujourd'hui l'une des trois plus grandes opérations du PNUD en Afrique. Grâce à la confiance et au partenariat établi, le PNUD a reçu des fonds du Gouvernement congolais pour mettre en œuvre le PDL-145 T.

Ce rapport à mi-parcours de notre Programme de coopération avec le Gouvernement de la RDC illustre la contribution du PNUD dans ses trois principaux axes stratégiques d'intervention que sont le renforcement de la gouvernance pour le développement durable, la transformation de l'économie et la gestion durable des ressources naturelles, et la stabilisation et le renforcement de la résilience des populations affectées par les conflits. Il se penche sur les progrès accomplis dans divers domaines par notre Bureau, qui a été certifié « Gold » du Gender Equality Seal, un processus de certification labélisé par le PNUD, traduisant ainsi notre engagement et notre détermination à promouvoir l'égalité des sexes.

Plusieurs réalisations sont à notre actif et leurs impacts sont visibles sur le terrain à travers des témoignages de bénéficiaires. Nous sommes plus que déterminés à jouer notre rôle dans l'accomplissement des priorités nationales du Plan national stratégique de développement de la RDC. Le temps est donc venu pour le PNUD de retracer les défis qui ont jalonné les premières années de mise en œuvre du Programme de coopération, de mettre le focus sur des grands projets intégrateurs et transformationnels pour accroître l'efficacité et faciliter leur mise à l'échelle pour que les populations défavorisées et les groupes les plus vulnérables puissent bénéficier.

Dominic Sam

Représentant Résident
Programme des Nations Unies pour le Développement
République Démocratique du Congo (RDC).



Sommaire



PREFACE	1
SOMMAIRE	2
ACRONYMES	3
INTRODUCTION	4
OFFRE PROGRAMMATIQUE DU PNUD	5
PILIER 1	6
PILIER 2	7
PILIER 3	8
PRESENCES LOCALES EN RDC	9
NOTRE CONTRIBUTION AU OBJECTIFS MONDIAUX	10
Synthèse des résultats Pilier 1	11
Offre de gouvernance du Pilier 1	12
Sécurité humaine et consolidation de la paix	13
Ressources naturelles et énergies durables	14
Efficacité, transparence et redevabilité des institutions	15
Etat de droit, justice et sécurité « Rule of Law »	18
Infrastructures construites	20
Emplois directs créés	21
Démocratie et participation citoyenne	22
Les trois axes d'intégration et d'accélération	23
Synthèse des résultats Pilier 2	24
Résultats Pilier 2	25
Appuis aux effets du changement climatique	26
Energies durables et renouvelables	27
Riposte à la pandémie de la Covid 19	28
Appui à la dynamisation du secteur privé	30
PDL 145 territoires	32
Synthèse des résultats Pilier 3	35
Résultats Pilier 3	36
CHALLENGES	38
LECONS APPRISES	39
BONNES PRATIQUES	40
PARTENARIATS	41
NOS CONTRIBUTEURS	42
RAPPORT FINANCIER	43
Top 26 des contributeurs	44
Gap du CPD 2020-2024	45
Exécution de la cible du CPD 2020-2024	46
Exécution financière du CPD 2020-2024	47

Acronymes



CAFCO : Cadre permanent de concertation des femmes congolaises

CDCSPAP : Cadre de Dialogue et de Concertation entre le Sénat et les Assemblées Provinciales

CISM : Centres Intégrés des Services Multisectoriels

CPD : Country Programme Document

CLPD : Comités Locaux de Paix et de Développement

CLSP : Comité Local de Sécurité de Proximité

CPVS : Conseil Présidentiel de Veille Stratégique

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

HIMO : Haute intensité de Main d'œuvre

KOICA : Korea International Coopération Agency

MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC

MoU : Memorandum of Understanding

OCDD : Observatoire Congolais des ODD

ODD : Objectifs du Développement Durable

OPJ : Officier de Police Judiciaire

PAP : Plan d'Actions Prioritaires

PAI : Plan annuel d'investissement

PDP : Plan de Développement Provincial

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PIGDP : Plateforme Interactive de Gestion des Données du Développement

PNSD : Plan National Stratégique de Développement

PNRJ : Politique Nationale de Réforme de la Justice

SNU : Système des Nations Unies

TGI : Tribunal de Grande Instance

UNSDCF : United Nations Sustainable Development Cooperation Framework

RDC : République Démocratique du Congo





Introduction



Ce document s'inscrit dans le cadre de la redevabilité du PNUD envers ses partenaires et les différentes parties prenantes au développement de la RD Congo. Il présente les principales réalisations, leçons apprises, défis rencontrés durant la mise en œuvre 2020-2022. La qualité des résultats acquis est le fruit d'un partenariat efficace avec le gouvernement congolais et les pays donateurs, d'un engagement continu, et d'un positionnement qui met la flexibilité et l'efficacité au centre de notre action. En faisant l'état des lieux de la mise en œuvre des interventions et en nous projetant dans l'avenir, le présent document met également en exergue les défis que nous devons collectivement relever en 2023-24, sur la base des leçons apprises en 2020-22. Ce rapport présente également la complexité des défis, les réponses programmatiques et les ambitions du PNUD.

Ce rapport met en évidence la nécessité de travailler avec plus d'agilité, de flexibilité dans le nouveau contexte de crise sanitaire et de la géopolitique des conflits internationaux. Il met également en relief l'importance de renforcer le renforcement des capacités des institutions publiques et l'implication des jeunes et de femmes, y compris le secteur privé et la société civile dans le cycle de nos interventions. Ce rapport réitère notre engagement à accompagner la RD Congo à construire des institutions plus fortes, réduire la pauvreté, protéger les droits de l'homme, renforcer la démocratie, la bonne gouvernance et contribuer à créer des emplois décents auxquels les jeunes, les femmes et les hommes ont besoin pour se réaliser. Enfin, il constitue un nouvel élan de collaboration et de redevabilité avec les partenaires au développement.

OFFRE PROGRAMMATIQUE PNUD/CPD - 2020-2024

Atteindre les cibles des
Objectifs de Développement
Durable en RDC.



PNSD 2019-2023

UNSCDF 2020-2024

4

PRIORITE 3

La stabilisation et le renforcement
de la résilience des populations
affectées par les conflits

3

PRIORITE 1

Le renforcement de la
gouvernance (démocratique,
politique et économique) pour
le développement durable

1

PRIORITE 2

La transformation de l'économie
et la gestion durable des
ressources naturelles

2

5



Pilier 1



Sous le Pilier 1 portant sur la gouvernance, l'appui se fait à travers cinq principaux domaines d'actions que sont :

- **Le renforcement des institutions parlementaires (nationales et provinciales) ;**
- **La poursuite de l'investissement en faveur du cycle électoral ;**
- **Le soutien aux réformes dans les secteurs de la justice et de la police**
- **L'appui intégré à la décentralisation, la gouvernance locale et la planification du développement provinciale et locale ;**
- **Le renforcement de la gouvernance économique ainsi que de la transparence et de la redevabilité dans la gestion des affaires publiques.**





Pilier 2



A travers le Pilier 2 relatif à la transformation de l'économie et la gestion durable des ressources naturelles, les interventions du PNUD sont articulées autour de cinq piliers d'actions :

- **La relance des économies locales & la création des opportunités économiques pour les plus vulnérables ;**
- **La protection sociale et l'accès aux services sociaux de base (éducation et santé) ;**
- **La promotion des énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique ;**
- **Le soutien aux processus de planification du développement ;**
- **L'appui au développement du secteur privé.**



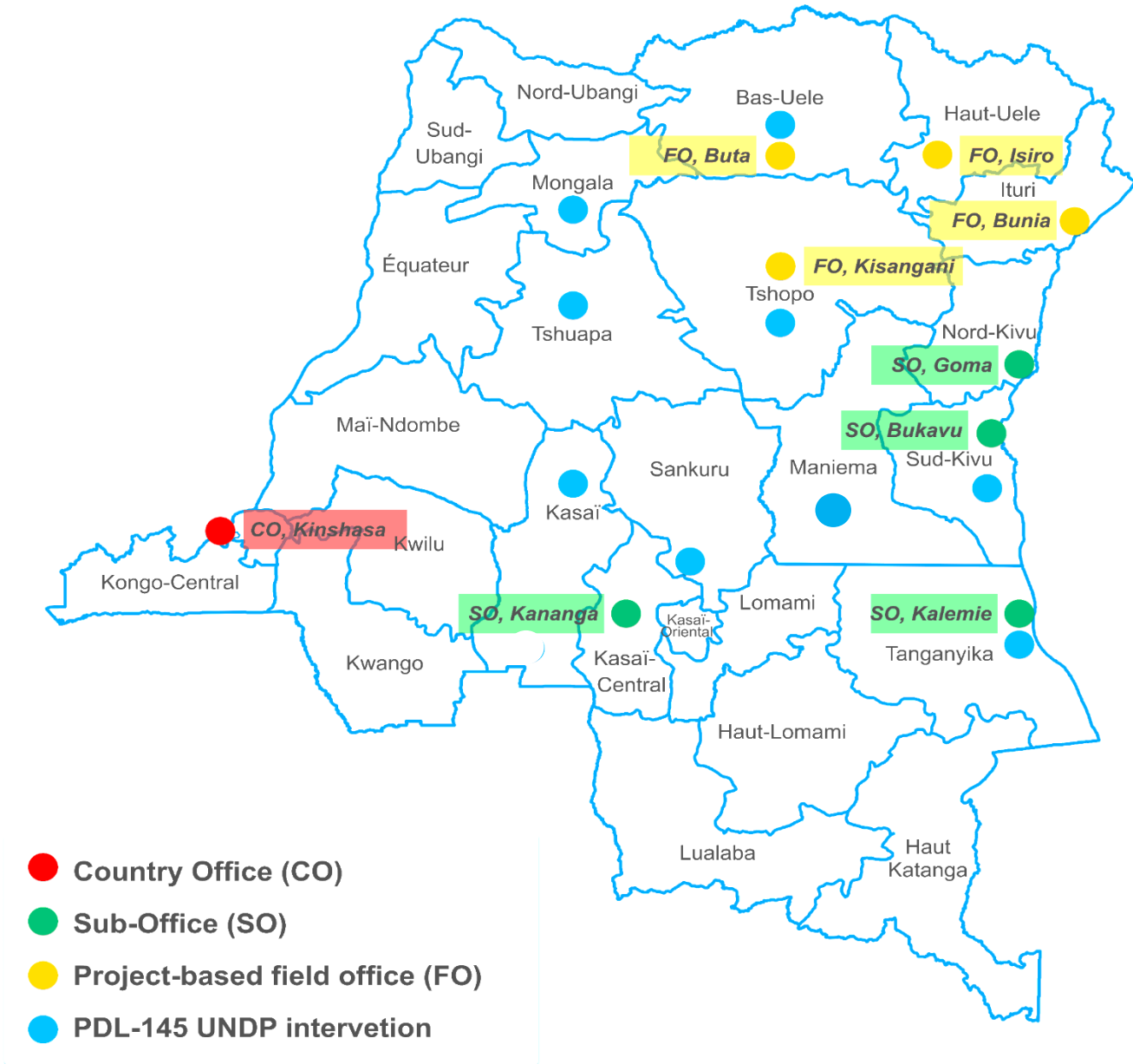
Pilier 3



Sous l'axe stratégique 3 relatif à la stabilisation et au renforcement de la résilience aux chocs, les interventions sont principalement orientées sur :

- **La transformation des dynamiques des conflits ;**
- **La promotion du leadership féminin et la lutte contre les violences basées sur le genre ;**
- **La réduction des risques de catastrophes naturelles et climatiques et la mise en place des solutions durables permettant de renforcer la résilience des institutions et des populations affectées par les crises.**





Les présences locales du PNUD en RDC

L'immensité du pays (2,345 millions km²), l'inaccessibilité physique due notamment au faible taux de couverture du pays en moyens de communication, l'enclavement de certaines entités dû au délabrement avancé des routes, proscrit toute approche qui consisterait à conduire les activités à partir de Kinshasa vers les provinces. Fort de ce constat, la stratégie du PNUD a été de d'implanter des présences locales/provinciales sous la forme de Bureau de Terrain ou de Bureaux de Projets qui devront permettre de mieux structurer les interventions en lien avec les Plans Provinciaux de Développement (PDP) et les différents Plans locaux de Développement spécifiques à chaque Territoire de la Province. Ainsi défini, le Bureau de pays dispose d'une forte présence locale (8 Bureaux de Terrain) maillant quasiment l'ensemble du territoire national. Cette bonne couverture territoriale devrait permettre au PNUD d'apporter un appui à impacts tangibles et plus consolidés aux communautés locales.



LES ODD AU CENTRE



Notre contribution aux objectifs mondiaux



En 2022, grâce aux appuis techniques et financiers du programme, la RDC a fait des progrès significatifs en matière de renforcement des dispositifs de mise en œuvre, suivi et d'accélération des ODDs. **Au niveau national** - Nous avons doté la RDC d'un outil de simulation dynamique conçu pour soutenir la planification globale et intégrée du développement à long terme. Cet outil fournit un cadre quantitatif pour analyser les compromis politiques dont on doit tenir compte pour atteindre les objectifs souhaités. Ceci permet de tester des scénarios décrivant les conséquences futures potentielles des programmes politiques. **Les partenaires et le gouvernement peuvent focaliser leurs efforts sur des actions clés qui permettront de faire passer la RDC de 22,5% sur la base du scénario BAU (Business as Usual) à 58,8% d'ici 2030 si les mesures adéquates sont prises.** **Au niveau provincial et local** - Nous avons opérationnalisé un écosystème multipartenaire au niveau de 10 provinces sur les 26. Cet écosystème mets l'accent sur la planification Pro-ODDs, la coordination des interventions des partenaires, le renforcement des dispositifs de collecte et tracking des données des ODD, etc. Nous avons accordé une place centrale à l'innovation et la technologie en faisant des jeunes des acteurs prépondérants du dispositif de vulgarisation et suivi au niveau local.



Pilier 1



Synthèse des résultats

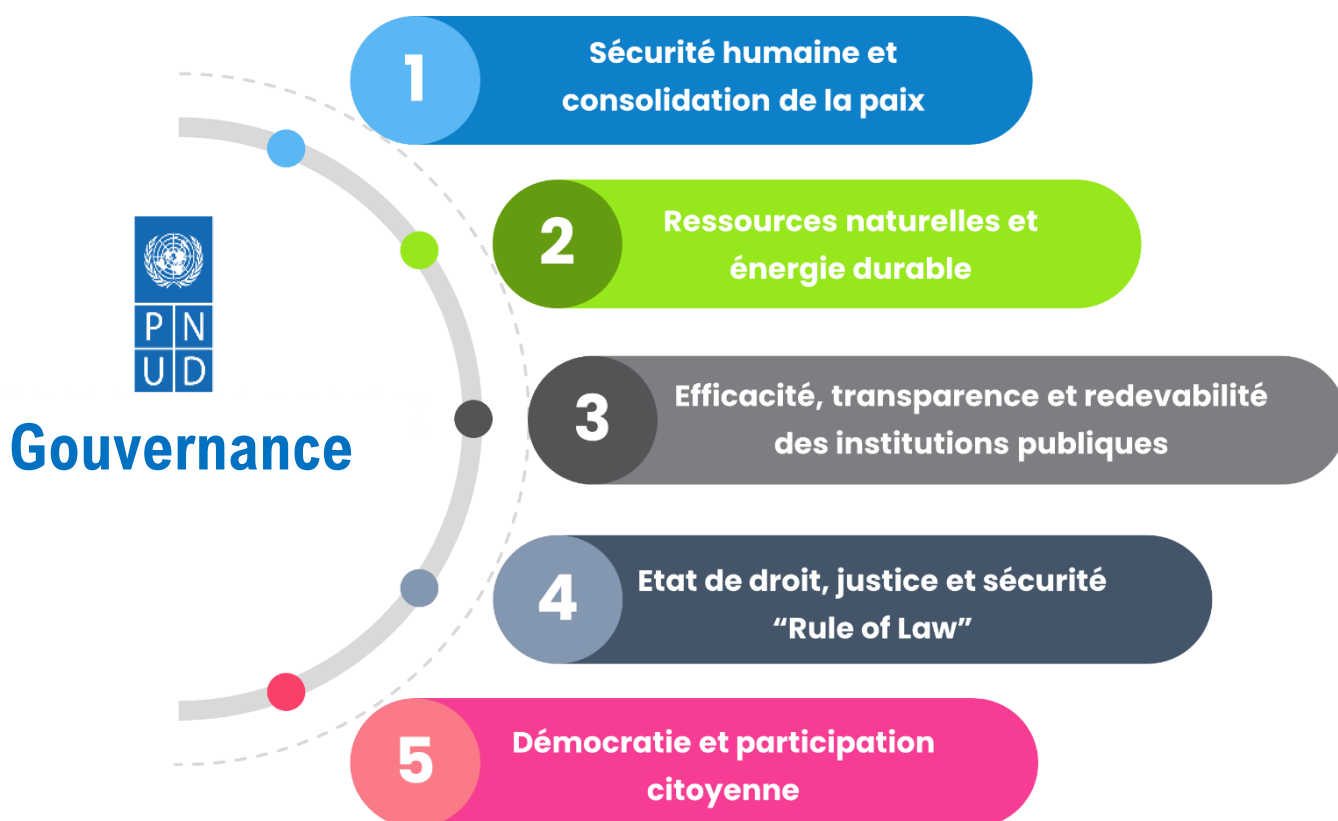
2020-2022

RESULTATS



Le Pilier 1 du PNUD intervient à travers une offre composée de cinq principaux domaines de la gouvernance. Ces cinq domaines d'interventions sont mis en œuvre en prenant en compte trois axes d'inclusion et d'accélération ; les dimensions transversales, la digitalisation et l'innovation appliquée aux appuis en matière de gouvernance et le renforcement des cadres légaux et législatifs.

L'offre de gouvernance du pilier 1



Dimensions transversales

Digitalisation et innovation

Cadres légaux et législatifs

1. Sécurité humaine et consolidation de la paix



« 898 dossiers des survivant(e)s des VBG (746 filles, 141 femmes, 8 garçons et 3 hommes) ont été référés en justice parmi lesquels 317 ont obtenu des décisions judiciaires, à savoir : 229 jugements de condamnation, 75 jugements d'acquittements et 2 jugements d'extinction de l'action publique et 11 classements sans suite. »

- 21 structures sanitaires parmi lesquelles 12 Centres Intégrés des Services Multisectoriels (CISM) sont mis en place / consolidées et ont permis d'assurer la prise en charge des survivant-e-s des VBG : 2585 sur le plan médical, 2787 sur le plan psychosocial, 898 référés-e-s en justice et 362 bénéficiaires réinsérés-e-s ;
- 14 Coordinations de lutte contre les VBG (01 au niveau central, 05 au niveau provincial et 08 au niveau territorial) ont été appuyées et disposent des capacités techniques et institutionnelles requises pour assurer une coordination efficace dans leurs rayons d'intervention.

RESULTATS CLES

- 72,80% des communautés ciblées sur les 66% escomptés en 2021 ont adopté des attitudes et des normes socioculturelles positives face aux VBG et à l'égalité entre les sexes ; ce qui représente une performance de 110%.
- 89,86% de personnes ont acquis des connaissances en matière de VBG et de mécanisme de prise en charge intégrée sur une cible annuelle de 70% prévus en 2021 ; ce qui représente une performance de 128%.
- 102 mécanismes communautaires de prévention, d'alerte, de référencement et de protection contre les VBG sont mis en place et ont permis de référer 200 cas des VBG vers les structures sanitaires durant le premier semestre à l'Est (109 cas avec 54 mécanismes) et le troisième trimestre à l'Ouest (99 cas avec 48 mécanismes).
- 66 organisations féminines et/ou ont été renforcées en capacités à travers 06 collectifs de défense des droits de la femme appuyés par le programme JAD. Grâce à cet appui : (i) 175 jeunes filles sur 292 coachées, se sont engagées dans la lutte contre les VBG, (ii) 13 plaidoyers sont menés parmi lesquels un a abouti et (iii) 40 actions d'alerte, de prévention et de référencement ont été initiées dans les communautés cibles.

La cohésion sociale intra- et intercommunautaire au sein des territoires de Dibaya ; de Lwiza ; de Kazumba a été renforcée à travers :

- Des émissions radiophoniques sur les thématiques de paix, réconciliation et cohésion sociale dont les messages sont amplifiés au sein des 30 clubs d'écoute ;
- Réhabilitation des 131,5 km de routes de desserte agricole ;
- Création de 800 emplois temporaires en faveur des victimes de conflits et personnes vulnérables de la communauté.



Notre appui pour la transformation du conflit

« Kamuina Nsapu »

- Le Comité Local de Sécurité de Proximité (CLSP) a été installé permettant ainsi le rapprochement inclusif et participatif de la population des autorités par le fait d'analyser ensemble les problèmes sécuritaires de la Commune de Kanzala et de proposer des solutions idoines pour leur résolution dans cette entité. Le CLSP est mis en place et opérationnel dans la Commune de Kanzala.
- Diverses sessions de réconciliation ont été organisés avec les membres du CLSP pour l'élaboration du diagnostic local de sécurité et du plan local de sécurité. Ils ont été l'occasion de réunir les forces de sécurité et les membres de communautés.
- 10 membres (06 Hommes ; 04 Femmes) participent activement à l'animation du CLSP. Ils sont issus des autorités administratives et politiques, des forces de sécurité et de la société civile conformément avec les textes législatifs.
- Le Comité Local de Paix et de Développement (CLPD) est mis en place et compte 30 membres dont 40% de femme en conformité avec le cadre législatif en matière de décentralisation et gouvernance locale. Ils représentent les autorités politiques et administratives ainsi que la société civile. Tous ces membres seront mobilisés dans le processus d'élaboration du Plan Local de Paix et de Développement (PLPD).



L'économie locale s'est diversifiée à travers :

- Le renforcement de 04 chaînes de valeurs ;
- La structuration de 03 coopératives agricoles (1192 petits fermiers),
- La dotation de 40 tonnes de semences vivrières et 4 000 outils aratoires ;
- La structuration de 34 organisations paysannes dotées de 450 chèvres de race améliorée et l'appui à 10 PME.

2 Ressources naturelles et énergies durables.



Intégration des thématiques du changement climatique, aménagement territorial, de la prise en compte des actions provinciales pour la mise en œuvre des CDN dans les plans de développement.

Le PNUD a appuyé le processus d'actualisation des guides et outils nationaux de la planification provinciales et locales. Les guides et outils ont intégré les engagements et les actions de coordination, collecte de données, adaptation au changement climatique, ainsi qu'à l'adoption de mode de consommation des populations locales. Cet appui permet d'opérationnaliser et intérioriser les engagements de l'offre climat du PNUD, ainsi que les interventions des institutions publiques nationales et internationales.

3. Efficacité, transparence et redevabilité des institutions



RESULTATS CLES



Lutte contre la corruption

Le soutien technique et financier du PNUD a permis à la RDC de :

- Disposer d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption.
- Mettre en place l'Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption et de la rendre opérationnelle,
- Doter l'Inspection Générale des Finances (IGF) d'un logiciel Team Mate afin de renforcer le contrôle. Grâce à ce logiciel, 87 cas de fraude et corruption ont été documentés et soumis en justice ; parmi lesquels 42 enquêtes sont en cours et 8 procès impliquant les responsables des services publics de l'Etat.
- L'accès à la justice de 2 586 personnes vulnérables parmi lesquelles 2 262 femmes grâce à l'appui apporté à la chaîne pénale à travers notamment les enquêtes judiciaires et audiences foraines organisées ;
- La capacitation et la mise en réseau de 28 Organisations de la Société Civile, leur permettant ainsi d'œuvrer dans la lutte contre la corruption. Ce qui leur ont permis d'assurer le monitoring de 26 procès en matière de corruption impliquant les responsables de services publics de l'Etat.
- D'installer les outils numériques au sein des 24 juridictions et offices et dans deux prisons, lesquels ont permis de déceler 122 cas d'irrégularités et de fraudes dans le secteur de la justice et celles-ci sont en cours de régularisation.



Redevabilité des institutions publique

L'appui du PNUD a permis au pays (i) de développer et d'opérationnaliser un Delivery Unit au Cabinet du Chef de l'Etat (**Cellule Présidentielle de Veille Stratégique-CPVS**) pour accompagner ce dernier dans les réflexions stratégiques et le suivi de la mise en œuvre des politiques publiques et de ses engagements électoraux ; (ii) de mettre en place un mécanisme robuste de pilotage et de suivi des politiques publiques à la primature, sur base d'indicateurs de suivi prédéfinis du PNSD 2019-2023 & ODD, ainsi que son dispositif numérique d'informations ; (iii) de renforcer le mécanisme de coordination et de gestion de l'aide à l'échelle nationale et des provinces pour soutenir la mise en œuvre et le suivi des progrès accomplis vers l'atteinte des ODD.

La chaîne des appuis intégrés

Décentralisation, planification du développement et gouvernance locale



Résultats clés

10 Plans Locaux

Intégrant les cibles des ODDs sont opérationnels dans trois provinces, dont les provinces de retrait de la MONUSCO.

03 Plans provinciaux

Intégrant les cibles des ODDs et les investissements du PDL 145 T, sont opérationnels dans 03 provinces.

600.000 USD

Financement d'investissement sensible au genre alloué à 06 Entités Territoriales Décentralisées (ETDs).

12 CLPD

Comités locaux de paix et de développement opérationnels dans 12 Entités Territoriales Décentralisées (ETDs) de 03 provinces.

06 mécanismes locaux

De transparence de gestion des finances locales opérationnels dans 06 Entités Territoriales Décentralisées (ETDs).

01 pool d'expertise PPBSE

Opérationnel et renforcé continuellement dans 10 provinces pilotes de la RDC.



Efficacité et productivité des administrations fiscales locales

- ✓ Plus de 100 000 timbres fiscaux IPM octroyés dans 04 ETDs au Nord-Kivu ;
- ✓ 600 livres d'impôts disponibles dans 04 ETDs au Nord-Kivu ;
- ✓ 450 listes de taux et plusieurs autres documents imprimés et outils de gestion financière précieux ont été remis à 03 ETD pour la maximisation et la gestion transparente des revenus.
- ✓ 73.5% d'amélioration du taux de performance de gestion réalisé par 03 ETD en 2021 permet d'offrir des services sociaux de base aux populations spécifiquement aux jeunes et aux femmes.
- ✓ Les appuis du PNUD ont contribué à assurer au profit des provinces, l'élaboration/actualisation des Plans de développement provinciaux axés sur les ODD, assortis de Plan d'Actions Prioritaires et de Fiches de projets d'investissement publics pour 04 provinces (Kasaï, Kasaï Oriental, Equateur & Sud-Ubangi) et Plans locaux d'investissements pour 03 ETDs (Bashali, Bwisha et Watalinga) dans le Nord Kivu.



Visitez la base de données | www.pigdp.org



Une plateforme de tracking des investissements, de l'efficacité de l'aide et de suivi des cibles des ODD est opérationnelle au niveau national et provincial

Redevabilité des institutions publique

Le PNUD a soutenu la mise en place et l'expérimentation, dans la province du Nord Kivu, d'une plateforme numérique interactive de gestion de données du développement www.pigdp.org, permettant aux autorités provinciales d'assurer une meilleure coordination des interventions humanitaires, de développement et de paix. Les performances de cette plateforme ont permis de passer à échelle dans 10 provinces. La plateforme est également liée à la PGAI (plateforme de gestion de l'aide et des investissements) au niveau national, facilitant une complémentarité et une fiabilité du suivi des performances des investissements.

4 • Etat de droit, Justice et sécurité



Résultats clés



Réhabilitation et construction des infrastructures judiciaires afin d'améliorer le cadre de travail et le rendement de la chaîne pénale.

- En vue de renforcer la qualité de l'offre de justice en RDC, le PNUD appuie la réhabilitation et la construction des infrastructures judiciaires identifiées comme prioritaires par les autorités. Il s'agit notamment de la **construction du Palais de Justice de Kalemie, de la réhabilitation de 5 tribunaux de paix et leurs parquets au Tanganyika et Nord Kivu, de la réhabilitation de la Cour Militaire de Kananga, du Tribunal Militaire de Garnison de Kananga et du Parquet de Tshimbulu.**
- La **modernisation de l'administration pénitentiaire est effective à travers la promotion de l'autogestion des prisons et l'appui à la réinsertion socioéconomique des détenus.**
- Des engins et outils agricoles, équipements de menuiserie, coupe et couture, pâtisserie et de savonnerie ont été remis aux autorités pénitentiaires dans le cadre de l'implémentation des fermes agropastorales et la mise en place des filières de formation professionnelle en faveur des détenu (e)s. Ces initiatives contribuent efficacement à la réinsertion socioéconomique des détenu(e)s.



Résultats du renforcement des capacités techniques des acteurs de la chaîne pénale

Dans le cadre de renforcement des capacités techniques des acteurs de la chaîne pénale :

- **92 cadres et agents formés** à la gestion efficace et efficiente des prisons et des EGEE ;
- **250 OPJ formés** sur les techniques d'investigations et de rédaction des procès-verbaux ;
- **50 OPJ (dont 11 femmes)** du Kasaï Central habilités après avoir prêté serment devant le Procureur de la République près le TGI de Kananga ;
- **37 OPJ (dont 4 femmes)** affectés au sein d'EPEPVS formés sur les VBG, droit et protection de l'enfant ;
- **500 agents de la PNC sensibilisés** sur les questions des VBG.
- **Au Conseil Supérieur de la Magistrature et au ministère de justice, de disposer de 05 outils numériques innovants** permettant de moderniser la gestion des carrières des magistrats, d'améliorer l'administration de la justice et la gestion du secteur judiciaire, de moderniser la gestion et le suivi des écrous, de renforcer l'efficacité et la transparence dans le traitement des dossiers.
- **110 secrétaires des parquets et greffiers** des juridictions (dont 38 femmes) recyclés ;
- **500 agents de la PNC sensibilisés** sur les questions des VBG ;
- **04 systèmes d'information développés et déployés** afin d'améliorer la gestion des magistrats, des activités judiciaires, des écrous et du casier judiciaire ;
- **19 institutions de la chaîne pénale** ont bénéficié de dotation en équipements et matériels afin de renforcer leur fonctionnement. Ces efforts contribuent à améliorer l'accès à la justice des populations.



PE. /001/KS



Au total, 170 auteurs de crimes de guerre et/ou crimes contre l'humanité ont été condamnés et plus de 2 485 victimes ainsi obtenu justice.

- 1 661 victimes de violations des droits humains, dont 870 femmes (Affaire Mulombodji, Nganza, Tshisuku, Shatshikumba, Kamonia) ont été identifiées et auditionnées lors des missions d'enquête effectuées au Kasai central dans le cadre des dossiers prioritaires.
- 05 auteurs ont été condamnés au premier degré par le Tribunal Militaire de Garnison dans l'affaire Luiza et l'affaire Kazumba pour crime contre l'humanité et crime de guerre, par meurtres, viols et pillages. 232 victimes (dont 93 femmes) ont ainsi obtenu justice.
- 447 personnes poursuivies ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite parmi lesquelles 37 personnes poursuivies pour crime contre l'humanité et crime de guerre, par meurtres, viols et pillages dans l'affaire Luiza et l'affaire Kazumba.
- 48% des dossiers prioritaires pendants devant les instances judiciaires de la province de Tanganyika ont connu des avancées significatives : 2011 victimes identifiées/auditionnées, 11 auteurs condamnés et 306 victimes ont obtenu justice.
- 154 dossiers examinés et traités à l'occasion des audiences foraines des TGI de Kalemie (à Kongolo et Moba) et de Kananga (à Luiza). 137 décisions judiciaires rendues dont 107 condamnations et 30 acquittements.

En 2021, 14 dossiers prioritaires emblématiques (04 dossiers du Nord Kivu, 07 dossiers du Sud Kivu et 03 dossiers de l'Ituri) sont désormais considérés comme clôturés en raison de décisions judiciaires rendues au premier et dernier degré constituant une avancée majeure en matière de lutte contre l'impunité et d'accès à la justice pour les victimes. 79% des dossiers prioritaires clôturés ont les violences sexuelles liées au conflit comme élément constitutif de crime de droit international.

A l'issue des ateliers provinciaux d'évaluation et d'actualisation des stratégies provinciales de priorisation des poursuites organisés à Kananga, Tshikapa, Goma, Bukavu, Kalemie et Bunia :

- 106 dossiers ont été définis comme prioritaires et constituent les six stratégies provinciales de priorisation des poursuites ;
- 62% des dossiers prioritaires ont connu des avancées dans leur traitement ;
- 68% des dossiers prioritaires sont en cours d'instruction ;
- 12% des dossiers prioritaires sont fixés ou en cours de procès ;
- 20% sont en procédure d'appel.





INFRASTRUCTURES CONSTRUITES

21



Infrastructures ont été construites au profit de plusieurs communautés affectées par les crises humanitaires, de l'instabilité et des problèmes récurrents de développement. Ces infrastructures sont essentiellement destinées aux institutions, communautés, en particulier des femmes, jeunes filles et garçons.



05 infrastructures (01 radio Communautaire de Kitshanga et 01 bureau pour le conseil provincial de la jeunesse à Goma, 01 centre multifonction pour les femmes et 01 entrepôt pour les jeunes à Rutshuru, et 01 salle polyvalente pour les femmes à Tshengerero) construites sont opérationnelles et contribuent significativement à la pacification et à l'épanouissement des jeunes et des femmes.

01 base de données construite et équipée au Nord-Kivu pour la coordination des interventions des partenaires, le tracking de l'aide publique au développement et la centralisation des données du développement. La base de données est équipée en divers matériels informatiques et didactiques et en accès à la connexion internet.

Réhabilitation / construction de 02 prisons

La prison centrale de Kananga a bénéficié d'une réhabilitation en vue d'améliorer les conditions de détention et sa sécurisation. En outre, les deux bâtiments administratifs et une salle d'audience ont été construits et équipés à la prison centrale de Makala et à la prison urbaine de Boma et sont désormais opérationnels afin de permettre la tenue régulière des audiences foraines et d'améliorer le traitement des dossiers des détenus.

03 bâtiments administratifs

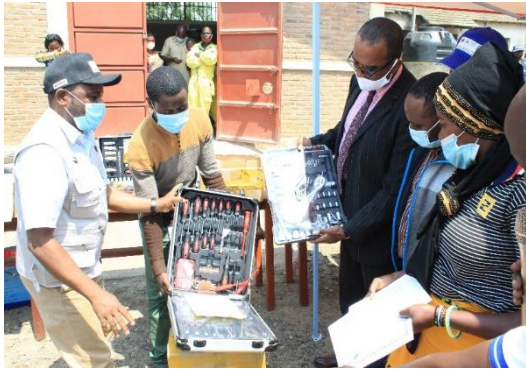
Les bâtiments administratifs et bâtiments abritant les bases de données de divers ministères de tutelle ont été réhabilités dans les provinces du Kasaï central et du Nord-Kivu. Ces réhabilitations permettent d'assurer l'effectivité et l'efficacité de l'administration publique provinciale.



EMPLOIS DIRECTS CREEES

4704

Les jeunes filles et garçons, femmes et populations vulnérables de 10 provinces ont bénéficiés de différents appuis en activités génératrices de revenus, financement de projets de développement, renforcement de capacités, création d'entreprises, etc.



1348 personnes (138 hommes, 414 femmes, 311 garçons et 481filles) membres de 40 associations des jeunes et des femmes des 3 ETD bénéficient de microprojets/AGR subventionnés par le PNUD pour leur autonomisation.

560 personnes (3 hommes, 260 femmes, 142 filles et 155 garçons) femmes formées disposent des compétences pratiques dans différents métiers et dotés des kits d'accompagnement pour créer leur propre emploi dans leurs communautés respectives.

03 CLPD situés dans trois chefferies dans la province du Nord-Kivu, ont bénéficiés de kits d'accompagnement pour créer des activités génératrices de revenus afin de maximiser leur autonomisation.

778 femmes (soit 38% des effectifs) ont été sélectionnées Dans le cadre des travaux HIMO et l'accompagnement pour le développement d'AGR, comme bénéficiaires directs permettant ainsi de faciliter leur réintégration socioéconomique et de réduire leurs vulnérabilités.

Lors des missions conjointes d'identification des localités et des infrastructures et de la rédaction des appels d'offres pour la sélection des ONG, toutes les parties prenantes ont été sensibilisées à l'intégration et participation des femmes dans les travaux HIMO.

5 Démocratie et participation citoyenne 22



« Ne laisser personne de côté »

Plus de 8000 femmes des communautés en situation de déplacement

Sont intégrées dans les interventions au niveau des ETD cibles dans les 09 provinces cibles de l'année 2020 à 2022.

Assistance électorale et renforcement des institutions de la démocratie.

Dans le domaine d'appui aux élections, le soutien du PNUD a contribué à :

- L'adoption de la nouvelle loi électorale qui contribue à l'amélioration des capacités de la RDC à évaluer et planifier les cycles électoraux ;
- L'appui du PNUD a permis la capacitation de 350 leaders des partis politiques dont 250 femmes sur la nouvelle loi électorale.

Dans le domaine d'appui au parlement, le soutien du PNUD a contribué à :

- La mise en œuvre du plan de réforme des institutions parlementaires ;
- La mise en place d'un cadre de dialogue et de concertation entre le Sénat et les Assemblées provinciales ;
- La mise en place d'une stratégie de communication dans le cadre de la redevabilité du Sénat vers le peuple Congolais.

Engager les jeunes filles et garçons au-devant des interventions dans les zones rurales

- Plus de 5000 jeunes formés et engagés dans 15 provinces pour la vulgarisation des PDP, le tracking des investissements et le suivi des ODDs.
- Une compétition d'initiatives portées par les jeunes organisée pour propulser les interventions de développement à travers l'esprit d'innovation et technologique des jeunes.

YOUTH2030
WORKING WITH AND FOR YOUNG PEOPLE



Les trois axes d'intégration et d'accélération

Ces trois axes constituent les leviers de mise en application de l'approche 3X6X3 du PNUD. Ils permettent d'assurer l'inclusion, l'efficacité, l'accélération des résultats adaptés à la digitalisation et l'innovation. Le dernier levier sur les cadres légaux permet de renforcer la stabilité et durabilité des dispositions institutionnelles en matière de gouvernance.



Dimensions transversales

Axes 1

Le PNUD a travaillé en synergie avec UNHCR en intégrant les personnes en situation de déplacement, de sorte à ne laisser personne de côté à travers une approche fondée sur les droits de l'homme, l'autonomisation, l'inclusion, l'équité. Les interventions ont été orientées sur le renforcement de la résilience, à travers le renforcement des capacités humaines et des institutions à prévenir les crises, les conflits, les catastrophes naturelles, les chocs climatiques, sociaux et économiques, à en atténuer les effets et à y faire face.

Digitalisation et innovation

Axes 2

La digitalisation et l'innovation appliquée à la gouvernance a permis de concevoir plusieurs outils numériques (logiciels, mobiles et applications – utilisables à la fois sur téléphones, tablettes et ordinateurs) pour améliorer la gestion des carrières des magistrats, des détenus et des activités judiciaires, le tracking des investissements et des ODDs, etc. Ci-dessous les innovations et digitalisation réalisées :

- Le système d'Information de Gestion des Ecrous (SIGE).
- Le Système d'Information de Gestion des Activités Judiciaires (SIGAJ).
- Le système d'information de gestion des magistrats (SIGM).
- Le système de gestion des données de développement et de pacification.
www.pigdp.org

Cadres légaux et législatifs

Axes 3

Dans le domaine d'appui au parlement, le soutien du PNUD a contribué : (i) à la mise en œuvre du plan de réforme des institutions parlementaires ; (ii) à la mise en place d'un cadre de dialogue et de concertation entre le Sénat et les Assemblées provinciales ; (iii) à la mise en place d'une stratégie de communication dans le cadre de la redevabilité du Sénat vers le peuple Congolais, (iv) à l'élaboration du projet de loi sur la garantie souveraine par le Sénat. Le PNUD a appuyé l'assemblée provinciale du Kasai pour la mise en place d'un système de digitalisation et d'archivage. Dans d'autres provinces, le travail du PNUD se fait à travers la mise en conformité constitutionnelles des Edits et textes de lois.



Pilier 2



Synthèse des résultats

2020-2022

RESULTATS



Le PNUD a contribué à améliorer l'accès des groupes marginalisés et vulnérables aux services financiers pour renforcer durablement leurs capacités de production.

- Les capacités opérationnelles renforcées de 18 institutions financières décentralisées, dont 7 dotées d'un Système d'Information et de Gestion performant "Microfina, ont permis d'accroître l'accès à des produits et services financiers avec 510.000 nouveaux clients (46,57% de femmes & 37% de jeunes filles).
- Trois produits d'épargne ont été développés et promus (Crédit Solidaire Umoja en milieu rural, Plan Epargne Projet-PEP pour les jeunes ayant des MPME développées et ASSUJOB pour les jeunes sortis des Universités). En partenariat avec UNCDF, trois (3) nouveaux projets de solutions numériques pour le secteur de la microfinance ont été lancées à savoir OKAPI FINANCES (Plateforme de Gestion et de Crédit Numérique), INFOSET (plateforme numérique/Solution pour la résilience des MPME face à la Pandémie Covid 19) et DIMAGI (Plateforme d'éducation financière et de gestion des groupes d'épargne).





13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



Notre appui en réponse aux effets du changement climatique.

Le pays a rendu public ses ambitions d'atténuation à travers la CDN à la suite d'un processus de révision conduit sous le leadership du gouvernement impliquant l'ensemble des parties prenantes, soutenu par le PNUD. Avec l'appui du PNUD, les autorités congolaises se sont dotées aussi de politiques/stratégies sectorielles et d'outils d'aide à la décision pour renforcer la gouvernance environnementale et assurer une gestion efficiente et efficace des ressources naturelles.

En lien avec la REDD+, les actions du PNUD en partenariat avec CAFI ont contribué à la réduction de l'impact des activités économiques et des dynamiques démographiques sur les forêts, à travers l'amélioration de la gouvernance des forêts avec l'implication des autorités locales et des communautés. La mise en défends de 1.980 ha en zone forestière dégradée avec les comités locaux de développement, le reboisement de 1.300 ha, la sensibilisation des exploitants artisanaux de bois sur la réglementation forestière et les techniques durables d'exploitation forestière, le soutien aux AGR et la promotion de l'agroforesterie auprès de petits exploitants.

Le PNUD s'est par ailleurs investi dans la mobilisation de la société civile engagée dans la lutte contre le changement climatique et le renforcement de la gouvernance en son sein à travers l'opérationnalisation de la plateforme « Groupe de Travail Climat REDD Rénové – GTCRR ».

Des solutions ont été développées pour accélérer l'accès à une énergie propre, abordable et durable avec l'appui du PNUD :

- Le développement de la Politique nationale de l'Énergie, de l'Atlas des énergies renouvelables et du Plan Directeur pour l'utilisation du GPL dans la ville de Kinshasa ;
- La mise en place d'un Fonds pour soutenir les PME du secteur de l'Énergie ;
- La réalisation de 16 études de faisabilité et d'impact social et environnemental pour le déploiement de microcentrales hydrauliques (MCH) dans les territoires ;
- L'installation de la MCH de Masisi et de la centrale solaire (Minigrid) de Mambasa/Ituri et la réhabilitation de la MCH de Mitwaba d'une capacité de 410 KW pour environ 1.000 ménages et plus de 60 services publics (Hôpitaux, bâtiments administratifs, écoles, etc.) et/ou TPE/TPI ; (iv) la mise en place d'un réseau de distribution de près de 60,000 foyers combustibles améliorés de cuisson et plus 630 tonnes de GPL, avec des emplois (dont 64 à temps plein et 322 temporaires) créés pour des jeunes et femmes.

RESULTATS CLES

- **Soutien à la lutte contre le changement climatique et à l'aménagement du territoire**
- CDN révisée réaffirmant l'engagement climatique de la RDC et ses priorités de développement durable
- Politique et Projet de loi pour l'Aménagement du Territoire disponibles (Jalon CAFI)
- Edits fonciers dans les provinces de la Tshopo et Bas Uélé
- **Appui à des systèmes et modes de production agricole durable**
- 10 793 ha des cultures vivrières sous modèles agricoles durables en zone forestière, en savane et dans les jachères emblavées
- Mise en défends de 1 980 ha en zone forestière dégradée et 1 300 ha reboisés
- Plus de 10 000 ha de cultures pérennes (Cacao, Café et Palmier à huile)
- **Appui à la société civile : opérationnalisation de la plateforme « Groupe de Travail Climat REDD Rénové – GTCRR »**

13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES





« Le PNUD a appuyé la Police Nationale Congolaise (PNC) pour assurer la mise en œuvre effective et le respect de ces mesures exceptionnelles, en assurant également le respect et la promotion des droits humains. Des mesures spécifiques ont été également prises au niveau des établissements pénitentiaires pour limiter la propagation de la pandémie COVID-19 »



En plus, des lots de matériels et équipements de protection et de lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19 ont été remis aux autorités de la Police Nationale Congolaise, en particulier au Secrétariat Exécutif du Comité de Suivi de la Réforme (Commissariat Général de la PNC), et à l'Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise (IGPNC). En effet, les éléments suivants ont été remis : 04 mégaphones avec batteries ; 10 tentes ; 50 kits de lavage de mains (composé de seaux en plastique, couvercles, stands ou support en fer et bols) ; 5000 bidons d'eau de Javel SOMO ; 2000 boîtes de 50 masques ; 200 paires de lunettes de protection ; 500 boîtes de désinfectant ; 500 Boîtes de Savon liquide ; 500 thermomètres ; 200 boîtes de papiers mouchoirs. Ces différents matériels ont contribué à renforcer et améliorer la protection des agents de la PNC dans l'exercice de leur fonction par rapport à la propagation du virus de la COVID-19, notamment à travers l'effectivité des gestes barrières (port du masque et lavage des mains). Les mégaphones ont également permis la diffusion de message de sensibilisation auprès des communautés, notamment en matière de gestes barrières à respecter.



Notre contribution à la riposte nationale et provinciale – Pandémie de la Covid 19.



Le PNUD a appuyé à la riposte nationale à la pandémie de Covid-19 en améliorant les capacités de diagnostic, de recherches, d'investigation et de prise en charge des cas de COVID-19, à travers la fourniture d'équipements médicaux au bénéfice de 44 hôpitaux généraux de référence dans 14 provinces dotées en ambulances, concentrateurs d'oxygène et divers équipements et autres consommables médicaux; l'accès aux soins des plus vulnérables, y compris les personnes atteintes de problèmes sous-jacents ; les mécanismes de coordination et d'échanges d'information sanitaire au niveau national et infranational.

Outre, plusieurs lots d'équipements et de matériels ont été remis aux différents établissements pénitentiaires des provinces de Kinshasa, Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai Central, Tanganyika, Kasai et Ituri. Il s'agit notamment de 'music box', de masques réutilisables/lavables (en tissu), de matelas en mousse, de 'concertina Wire', de boîtes de masques chirurgicaux et de masques à écran facial, de cartons de gel hydroalcoolique, de savon en dur et de savons liquides, de kits lave-main complet, de tanks à eau (5 000 L), de mégaphones avec batterie et de tentes (capacité de +/- 30 personnes).

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE





Notre appui à la dynamisation du secteur privé et à la création d'emploi.

Le PNUD a apporté un appui renforcé au développement du secteur privé et au renforcement du dialogue public-privé, notamment à travers : i) l'accompagnement de la FEC dans sa restructuration et le renforcement de ses capacités institutionnelles et de gouvernance pour lui permettre de redevenir une véritable institution moderne, capable de fournir à ses affiliés des services efficaces de conseils techniques ; ii) la relance du dialogue politique FEC - Gouvernement en vue de permettre au secteur privé de jouer son véritable rôle de moteur de la croissance économique, et de partenaire stratégique du Gouvernement dans la conception, l'exécution et le financement des programmes et projets structurants de développement ; et iii) la contribution à l'implication de la FEC et du secteur privé en général dans la réalisation des ODD et des programmes & projets à fort impact économique et social à l'échelle nationale, provinciale et locale.

1 PAS DE PAUVRETÉ



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE





Rapports d'analyse disponibles : 01 national et 17 provinciaux, sur l'état de fragilité des provinces.

15 Plans de Développement Provinciaux

04 Plans Locaux de Développement

07 Plans territoriaux de développement

92 Plans d'aménagement du territoire
et les Edits provinciaux



Partenariat mondial/New Deal Efficacité de l'aide au développement



Le Bureau a poursuivi son accompagnement au dialogue de politiques sur le partenariat mondial/New Deal et l'efficacité de l'aide au développement. En lien avec le système statistique et la collecte des données pour un meilleur suivi des ODD, les appuis dirigés vers la redynamisation de la Plateforme de Gestion de l'aide & des Investissements et l'intégration du Tableau de Bord de suivi des contributions des bailleurs et autres partenaires techniques et financiers de la RDC aident à une meilleure traçabilité de l'aide pour le financement du PNSD-ODD-New Deal.

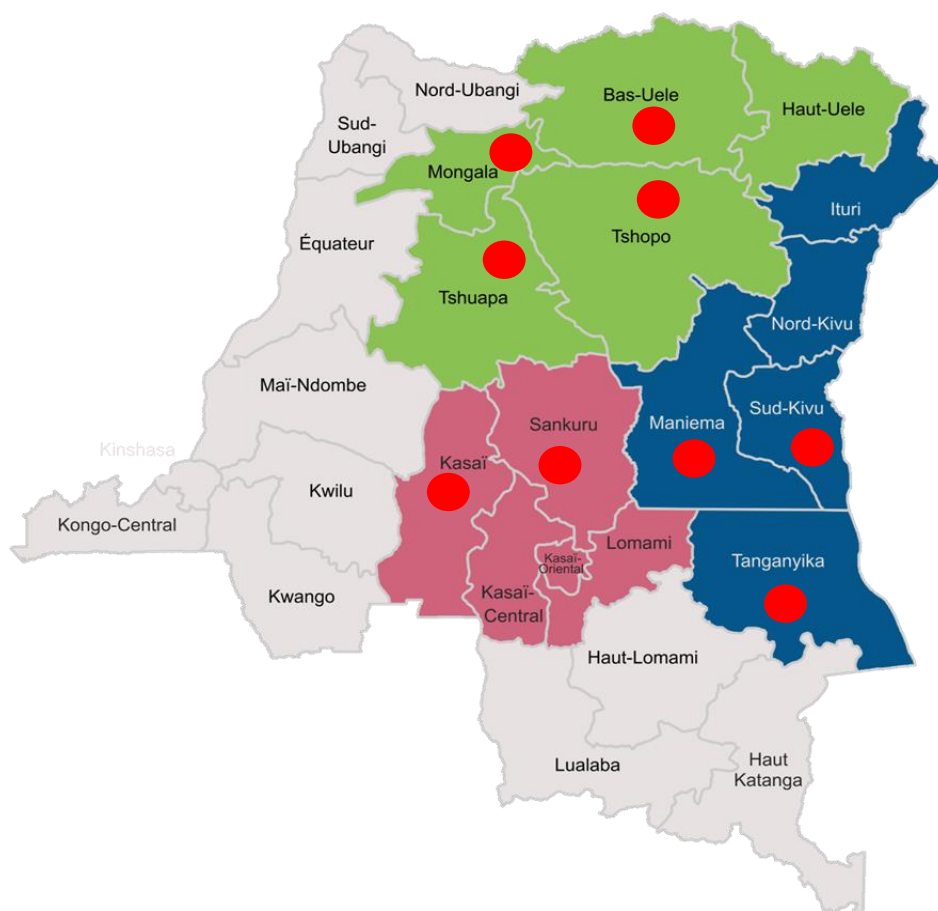
Notre appui à la mise en œuvre du programme de développement des 145 territoires de la RDC.



MINISTRE
DU PLAN



**PDL 145
TERRITOIRES**



Le PNUD exécute ce programme dans 09 provinces à travers 54 territoires ruraux, sur la base d'un accord de partage de coût signé avec le Gouvernement de la RDC en date du 04 mars 2022. Le PDL -145T capitalise quelques résultats notables. En effet, le PNUD dans son rôle d'agence d'exécution, a en plus de la mobilisation des compétences locales, utilisé son vaste réseau mondial et son expertise internationale pour accélérer les processus d'acquisition, intégrer une approche innovante pour la réalisation de certaines activités. Comme exemple, le PNUD met en place des dispositifs et procédures accélérés pour la réalisation de ses activités dans les délais convenus, et avec les assurances de qualité requises. Le PNUD s'emploie également à renforcer les capacités d'absorption des ressources et à assurer un transfert effectif des compétences aux structures nationales sur une base durable.



Investissements prévus au niveau des 9 provinces

54 Territoires confiés au PNUD :

- 3 787 Km de routes de desserte agricole à réhabiliter ;
- 12 200 Km de routes de desserte agricole à entretenir ;
- 172 Minicentrales solaires à construire pour alimenter 300 ménages par site identifié
- 6 720 Lampadaires avec système solaire à installer ;
- 1 070 Forages avec bornes fontaines à réaliser ;
- 084 Marchés modernes avec espace vie à construire ;
- 307 Bâtiments administratifs, destinés aux autorités et agents de l'Etat ;
- 540 Logements pour le staff territorial à construire ;
- 286 Centres de Santé à Construire et Réhabiliter ;
- 423 Ecoles à construire, réhabiliter et parachever ;
- 084 ouvrages d'art (pont, dalot, bac) à construire et réhabiliter ;
- 266 sources d'eau à aménager.
- 54 structuration et professionnalisation des producteurs locaux dans des filières agricoles porteuses des territoires ;
- Acquisition de 1296 Equipements de production, traitement et transport ;
- Approvisionnement de 500 000 Tonnes en intrants et semences aux producteurs dans les 54 Territoires.

Les principaux résultats enregistrés dans la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) au 31 décembre 2022 se déclinent comme suit :

- 1- **Cadre Institutionnel et planification** : Rappel de la Validation du cadre des résultats, des plans de travail et budget pluriannuel 2022- 2023 conformément au cadre Institutionnel et Opérationnel : actualisation du plan de travail et budget annuel 2023
- 2- **Conformément à la gestion axée sur les résultats**, les plans de travail 2022-2023 et le budget afférent du Programme de Développement Local dédié aux 145 territoires dans le volet géré par le PNUD, ont été validés le 22 septembre 2022 dans la salle de conférence des Nations Unies lors de la réunion du premier comité de pilotage (Copil).
- 3- **Dispositif opérationnel au niveau national et prise de fonction des Neuf (09) coordonnateurs provinciaux** : L'équipe de gestion du programme au niveau national et dans les 9 provinces est mise en place et opérationnelle. Les Neuf coordonnateurs provinciaux ont pris fonction et le déploiement des autres membres de l'équipe est en cours. Au total, chaque bureau sera composé de onze (11) personnes.
- 4- **Adhésion appropriation durabilité des investissements/infrastructures du programme dans les provinces et territoires** : Dans ce cadre, Huit réunions d'information, de Sensibilisation ont été organisées dans les Neuf provinces. Les réunions ont regroupé les gouverneurs, toutes les autorités administratives, les populations et l'ensemble des parties prenantes afin de faciliter l'adhésion et l'appropriation du programme au niveau des provinces.
- 5- **Mapping des entreprises et leur capacité au niveau de chaque province : A titre d'exemple, dans la province du Bas-Uele**, L'équipe a tenu des réunions avec les entreprises locales afin d'avoir une matrice actualisée. Dans le cadre de la mise en œuvre du Volet économique une réunion de prise de contact avec la ministre de l'Agriculture est réalisée. Une réunion de partage avec les autorités locales en date du 11 novembre 22 et avec le Ministre Provincial du Plan le 16 novembre 22 sur l'état des lieux du Programme dans le Bas Uélé.
- 6- **Transparence et gestion des contrats** : Sélection des entreprises, Signature des contrats et démarrage des travaux.
- 7- **Conformément aux engagements signés avec le gouvernement**, les procédures de passation des marchés du PNUD sont mises en œuvre. Dans ce cadre de la transparence, les appels d'offres sont consultables. Les liens de publication des offres sont disséminés à travers les journaux, les sites internet du PNUD et de passation des marchés, et partagés avec les réseaux au niveau national, provincial et international.
- 8- **Des réunions d'information sur les formalités de soumission sont organisées et largement partagées**, offrant aux différents soumissionnaires potentiels de clarifier certaines questions et de se familiariser avec les différentes étapes pour un envoi réussi des offres en ligne.
- 9- **Sélection des entreprises de constructions et des cabinets de supervision des travaux.**



Pilier 3



Synthèse des résultats

2020-2022

RESULTATS



Dans ses analyses et prévisions, le PNUD a envisagé dès 2020 la transition de la stabilisation de la MONUSCO en direction du PNUD principalement. Les Résolutions 2612 (2021) et 2666 (2022) instruisent en effet la MONUSCO de s'orienter dans cette direction. En 2021 et 2022, le Bureau du PNUD en RDC a mobilisé, avec le soutien de l'Allemagne, de la Suède et des Pays-Bas, 10 millions de dollars afin de développer un pilier 'Stabilisation et Résilience'.

Les résultats clefs en 2022 sont principalement articulés ainsi qu'il suit, en termes de :

- **«Engagement Politique »** : un volet déterminant du pilier, avec la mise en place , et fonctionnels, de 5 Groupes de travail/alliances thématiques : (1) Elevage/transhumance au SK, (2) l'accès à la terre et les grandes concessions au NK, (3) les conflits de pouvoir au SK, (4) la gouvernance sécuritaire locale (interprovinciale) et (5) les discours de haine, une recherche réalisée sur les dynamiques de conflits au SK, 6 Plans d'actions et/ou notes de plaidoyer mis à jour et/ou produits (Grandes concessions, Elevage/transhumance, Conflits de pouvoir au SK, Discours de haine, Gestion espace politique et participation des femmes) ;
- **« Renforcement des capacités »** : les compétences du pilier 3 se focalisent sur un groupe de travail sur le renforcement des capacités à l'intention du Programme DDRCS, le développement d'une liste des besoins prioritaires en renforcement des capacités identifiés dans 6 provinces, un processus de diagnostic organisationnel des OSC partenaires et un processus pour la certification genre des partenaires de la Stabilisation ; et,
- **« Coordination »** : pour lequel volet, le Pilier 3 a soutenu le développement (a) du Plan opérationnel National du Programme PDDRCS et (b) de trois Plans opérationnels provinciaux POP – PDDRCS, avec deux de plus en cours de préparation. Le Pilier 3 a également soutenu le premier Forum national de la société civile organisé sur le P-DDRCS et la transition de la MONUSCO. Pour terminer, le Pilier a soutenu le développement du Plan d'Actions Prioritaires 2023 de la Province du Sud-Kivu, qui intègre la sensibilité aux conflits.



CHALLENGES

LECONS APPRISES

BONNES PRATIQUES

PARTENARIATS



CHALLENGES

Type de challenge	Description du challenge	Mesure de mitigation
Politique	L'instabilité institutionnelle manifestée par les conflits entre le pouvoir exécutif et législatif au niveau des provinces a entraîné un retard dans la mise en œuvre de certaines interventions d'appui institutionnel.	Le PNUD s'est appuyé sur la société civile et les divisions techniques pour assurer la continuité des interventions en période d'instabilité institutionnelle.
Sécuritaire	La résurgence des conflits communautaires, l'insécurité dans les zones d'intervention et la persistance de la violence armée dans certaines provinces en raison de la présence de groupes armés.	Le PNUD a étroitement collaboré avec UNDSS pour assurer des analyses situationnelles dans les zones d'intervention. Certaines missions se déroulaient en compagnie d'escorte militaire.
Opérationnel	La mise en œuvre et le suivi des interventions ont été affectés par les faibles capacités des ressources humaines, du soutien technique et de la structure de soutien au niveau provincial.	Des manuels de formation et de recyclage des experts provinciaux et locaux ont été élaborés et des sessions de renforcement des capacités ont été organisées dans plusieurs provinces.
Géostratégique	Le retard du développement dans les 26 provinces du Congo et les difficultés d'accès à des zones reculées ont contraint le PNUD à procéder à des priorisations en collaboration avec les autorités nationales et provinciales.	Des réunions des comités techniques et de pilotage des projets/programmes ont été organisées en collaboration avec les autorités nationales, provinciales et locales pour identifier les zones prioritaires.
Sanitaire	L'impossibilité de rassembler un grand nombre de personnes en raison des mesures de barrière de COVID-19 empêche la mise en œuvre d'activités qui nécessitent la participation des bénéficiaires et des partenaires.	Un protocole a été mis en place pour la mise en œuvre des interventions des projets, respectant les dispositions prises par les autorités nationales en matière de lutte contre la COVID 19.



LECONS APPRISES

Type de leçon apprise	Description de la leçon apprise	Recommandations
Renforcer les dispositifs d'intégration des jeunes et des femmes dans la planification, mise en œuvre et suivi-évaluation des interventions au niveau de la base.	<p>Les jeunes et les femmes constituent des partenaires à privilégier pour accélérer les interventions des partenaires dans les différents secteurs du développement. Dans les différentes localités d'intervention, ils ont contribué à l'atteinte des résultats des projets à travers diverses formes d'appuis (innovation et technologie).</p>	<p>Renforcer cette disposition dans la programmation 2023 et 2024</p>
Travailler avec plus d'agilité et de flexibilité pour accélérer le développement	<p>Pour accélérer le développement, les partenaires et le PNUD doivent travailler en synergie pour mettre en place des programmes intégrés afin de maximiser la disponibilité et gestion des ressources. Les procédures doivent être simplifiées pour l'opérationnalisation des programmes.</p>	<p>Organiser des formations des partenaires d'exécution des interventions dans les provinces de la RDC.</p>
Intégrer l'innovation et la digitalisation dans nos services d'appui institutionnel	<p>La collaboration de certaines équipes de projets avec le laboratoire d'accélération a favorisé des innovations qui ont apporté une valeur ajoutée aux efforts dans le domaine de la gouvernance administrative. La programmation 2023 devrait privilégier l'intégration de l'innovation dans les plans de travail.</p>	<p>Renforcer la collaboration avec l'AcLab et les incubateurs de solutions innovantes et digitales.</p>
Mettre la stabilité institutionnelle au cœur de nos priorités dans les interventions au niveau provincial	<p>Les interventions des projets ont été négativement impactées dans plusieurs provinces à cause de l'instabilité institutionnelle. Les interventions devraient succéder à des analyses socio-politiques qui permettraient d'affiner les stratégies de mise en œuvre et minimiser les risques de blocage des interventions.</p>	<p>Intégrer l'analyse socio-politique des zones d'interventions pour les projets ayant au moins 30% d'interventions au niveau institutionnel</p>
Travailler en synergie avec diverses parties prenantes, y compris la société civile et le secteur privé pour mobiliser des ressources pour le financement du développement	<p>Les interventions ont mis en évidence la nécessité de collaborer avec plusieurs parties prenantes pour la mobilisation de ressources stables et innovantes afin d'assurer une continuité dans le financement des interventions de développement.</p>	<p>Mettre en place un pipeline de mobilisation des ressources dans le cadre de chaque projet et développer des projets à impact rapide favorisant l'usage des technologies et de l'innovation.</p>



BONNES PRATIQUES

Type de bonnes pratiques	Description de la bonne pratique	Recommandations
Digitalisation des services des administrations publiques	<p>Le PNUD a expérimenté la digitalisation des services dans le secteur de la justice. Une expérience pilote pour la digitalisation du circuit de gestion des données du développement au Nord-Kivu a également démontré des résultats satisfaisants. La digitalisation se présente comme une alternative rassurante pour la gestion des données du développement et l'efficacité de l'administration publique.</p>	<p>Mettre à échelle cette bonne pratique en 2023 et 2024</p>
Partenariat stratégique avec la MONUSCO dans le cadre de la transition	<p>Le PNUD a signé un Memorandum d'accord avec la MONUSCO qui contribue à la mise en œuvre du mandat de la MONUSCO et à faciliter la transition de la mission à travers la participation à l'atteinte de ses objectifs stratégiques, le transfert progressif des expertises et l'appropriation des compétences, et des activités vers les autorités centrales et décentralisées, ainsi qu'à l'atteinte des benchmarks et à la stratégie de transition conjointe de la MONUSCO conformément au calendrier de retrait de la Mission, y compris aux stratégies régionales mises en œuvre au niveau provincial.</p>	<p>Mettre à échelle cette bonne pratique en 2023 et 2024</p>
Mise en place de système digital de collecte de données dans les zones à forte insécurité	<p>Avec l'insécurité dans les zones d'intervention, il s'est avéré difficile de procéder à la collecte de données et de suivi-évaluation des interventions. Plusieurs projets ont mis en place des systèmes digitaux de collecte de données de performance des interventions. En plus d'intégrer les acteurs communautaires dans le processus de suivi-évaluation des interventions, ces systèmes favorisent la redevabilité et le suivi régulier et à distance des interventions.</p>	<p>Mettre à échelle cette bonne pratique en 2023 et 2024</p>
Mise en place d'un pool d'expertises provinciales pour appuyer les gouvernements provinciaux	<p>La durabilité des interventions dépend fortement des capacités des autorités nationales, provinciales et locales à reprendre en main les interventions et à s'en approprier. Face à la faiblesse des capacités des experts provinciaux, une initiative pilote de mise en place d'un pool de compétences provinciales a été expérimenté au Nord-Kivu. Grâce à ce pool, la province dispose d'experts qualifiés, recyclés, capables d'accompagner les interventions de développement et de fournir différents services de planification stratégique aux gouvernement provincial du Nord-Kivu.</p>	<p>Mettre à échelle cette bonne pratique en 2023 et 2024</p>



PARTENARIATS

Type de partenariat	Description du partenariat
Partenariat avec la MONUSCO et les agences humanitaires des Nations Unies « Transition MONUSCO et Nexus Humanitaire-Développement »	<p>Le PNUD a collaboré étroitement avec les agences humanitaires du système des Nations Unies afin de rendre opérationnel le Nexus Humanitaire-Développement et passer du relèvement précoce à la résilience dans les localités ciblées en 2021 et 2022. Cette collaboration porte sur le partage des données, la cartographie, les partenariats dans les zones thématiques et géographiques, la programmation conjointe, etc. Ce partenariat stratégique s'inscrit également dans l'approche de l'ONU - delivery as one qui consiste à promouvoir des interventions conjointes et des cadres de planification collaboratifs.</p>
Partenariat avec le secteur privé « PNUD - Secteur privé »	<p>Le PNUD a un accord signé avec la FEC, Global Compact et plusieurs entreprises privées pour des interventions dans divers secteurs du développement. Outre, plusieurs entreprises privées ont été recrutées pour réhabiliter plusieurs infrastructures de développement. Au niveau communautaire, les entreprises de communication et de médias ont été sollicitées pour appuyer la mise en œuvre des interventions. Ce partenariat a favorisé le processus de sensibilisation et de soutien à l'intégration des priorités dans les plans de développement provinciaux. Les entreprises de micro-crédits ont été sollicitées pour l'appui aux activités génératrices de revenus au profit des populations défavorisées.</p>
Partenariat avec les institutions nationales et locales « ONU - Gouvernement /ONG »	<p>Plusieurs institutions provinciales et locales ont été impliquées dans la stratégie de mise en œuvre des projets. Par exemple, leur participation au comité de pilotage joue un rôle important dans la planification et l'approbation des documents de mise en œuvre du projet. Ces partenariats permettent de s'assurer que les projets sont conformes aux priorités définies dans les plans de développement provinciaux. Pour compléter le partenariat, les institutions provinciales désignent des représentants qui participent à l'élaboration des stratégies et des approches des projets à tous les niveaux.</p>
Partenariat avec les acteurs communautaires « Femmes, jeunes et autorités locales »	<p>Les projets sont élaborés et exécutés dans le respect de la parité genre, avec une porte d'entrée pour la pleine participation des jeunes. Ainsi, il a été identifié que l'inclusion de représentants des femmes et des jeunes des associations communautaires est significative dans le processus de développement et de mise en œuvre des stratégies du projet. Les représentants des femmes et des jeunes ont été impliqués dans tous le cycle des interventions à travers les organisations à base communautaire.</p>

NOS CONTRIBUTEURS



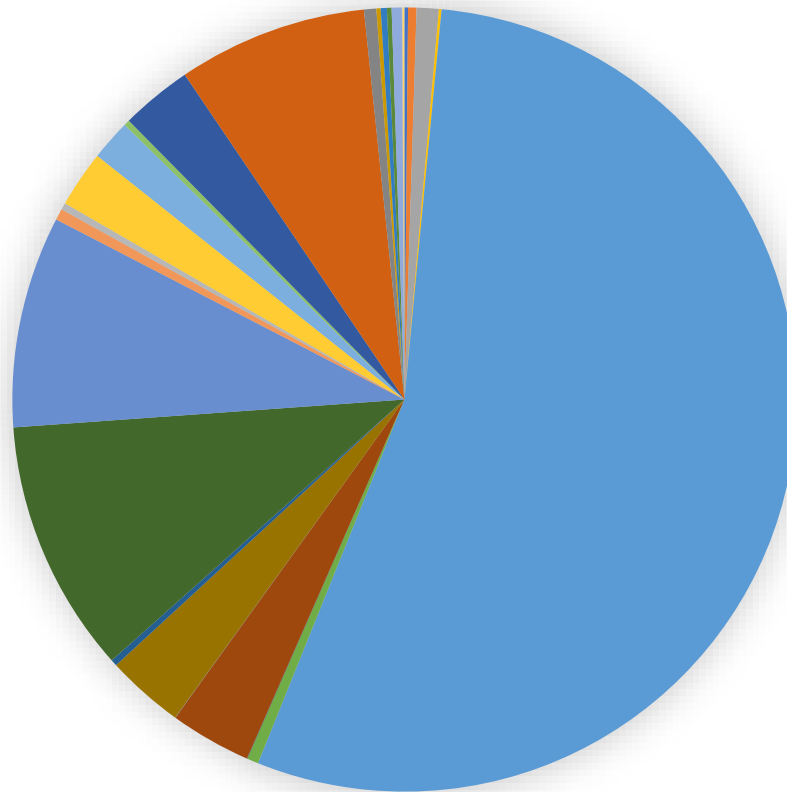
Ils nous font confiance



RAPPORT FINANCIER 2020-2022



TOP 26 CONTRIBUTEURS



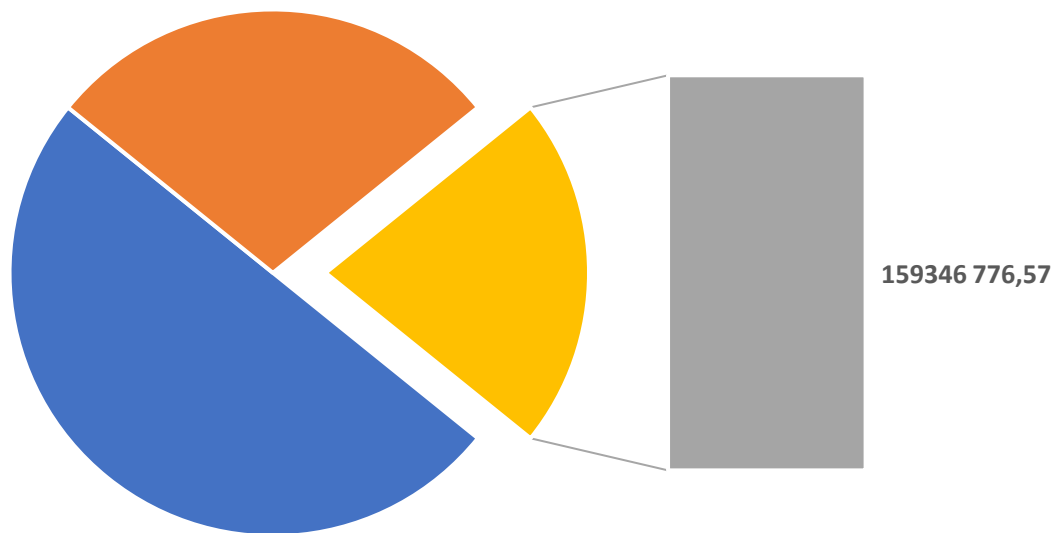
- DEUTSCHE GESELLSCHAFT FUR INTERNATIONALE
- EUROPEAN COMMISSION
- FED MINISTRY FOR ECONOMIC COOP AND DEV
- Foreign,Commonwealth & Dev.Off.
- GOVERNMENT OF DEM REPUBLIC OF THE CONGO
- GOVERNMENT OF NETHERLANDS
- GOVERNMENT OF ROMANIA
- GOVERNMENT OF NORWAY
- INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION
- KOREA INTERN. COOPERATION AGENCY
- MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
- MPTF DRC Stabilization ISSSS
- CAFI
- MPTF-Conflict Sexual Violence
- MPTF-Joint SDG Fund
- MPTF-JP DRC Fight against GBV
- MPTFO AS AA FOR JP PASS THROUGH
- MPTF-UN Action agst Sexual Vio
- Peacebuilding Fund
- SWEDISH INT'L DEVELOPMENT COOPERATION
- SWISS AGY FOR DEVELOPMENT & COOPERATION
- UN HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES
- UN Mission in DRC
- UN Office for Project Services
- UN Org.Stab.Mission in DRC
- UN Women

GAP - CPD 2020-2024



Cible CPD 2020-2024	Ressources reçues	Gap	%
368 500 000,00	209 153 223,43	159 346 776,57	56,76%

Gap cible CPD 2020-2024



■ Cible CPD 2020-2024 ■ Ressources reçues ■ Gap

EXECUTION CIBLE

CPD 2020-2024



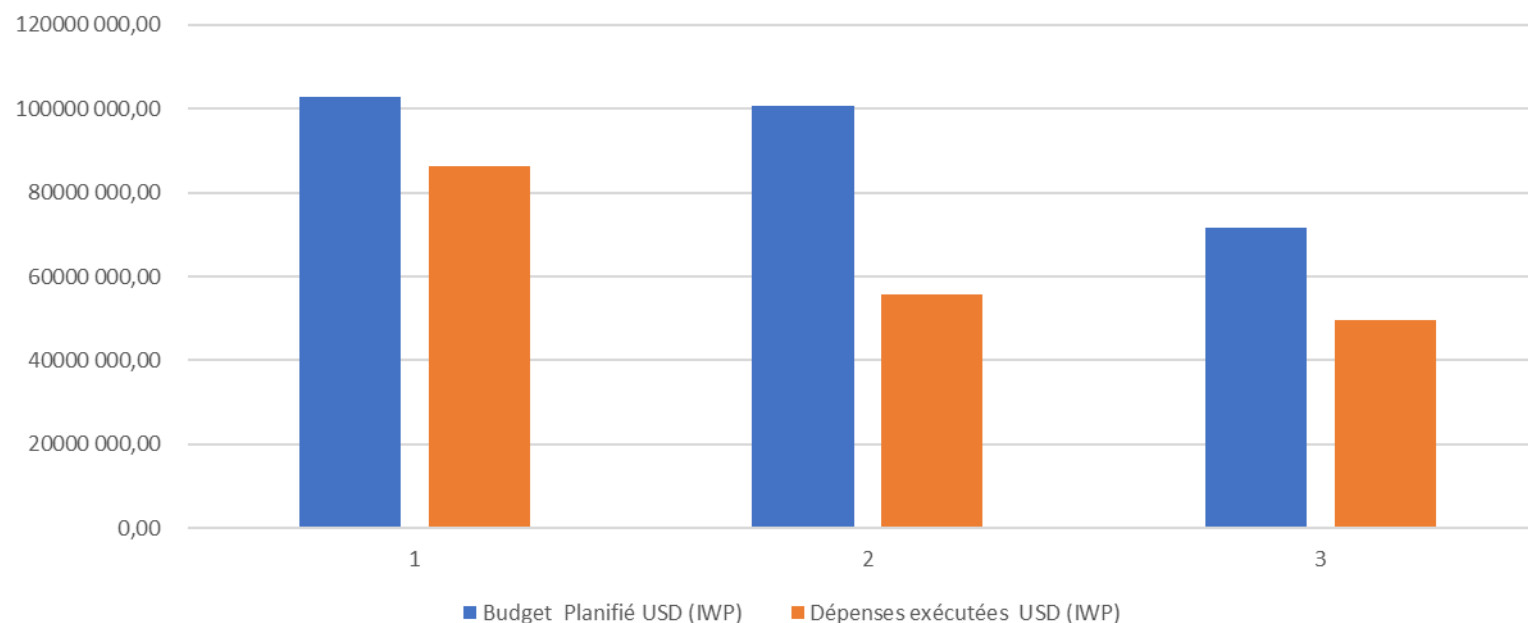
EXECUTION FINANCIERE

CPD 2020-2024



Description	2020	2021	2022	TOTAL 2020-2022
Budget Planifié USD (IWP)	102 747 001,00	100 671 990,00	71 728 670,00	275 147 661,00
Dépenses exécutées USD (IWP)	85 840 701,00	53 570 662,00	159 104 326,00	298 515 689,00
Taux d'exécution financière %	83,54%	53,21%	221,81%	108,49%

Exécution financière du programme par années





Pour toute information, veuillez contacter

Programme des Nations Unies pour le développement | adresse -Immeuble
Losonia, Boulevard du 30 juin, B.P. 7248, Commune de la Gombe, Kinshasa,
Democratic Republic of the Congo | BP 7248 Gombe. Téléphone : +243 (0)
815 553 300/307| Courriel : registry.cd@undp.org| Web : www.cd.undp.org |
Twitter : [@PNUDRDC](https://twitter.com/PNUDRDC) | Facebook : [@PNUDRDC](https://www.facebook.com/PNUDRDC).